

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU RND

# Le malaise d'Ouyahia

**Les privatisations, le code de la famille, le dialogue avec les arouch, la liberté de la presse, l'affaire de la CNAN, la lutte antiterroriste, les intempéries, l'amnistie générale et le 8<sup>e</sup> congrès du FLN ont fait l'essentiel de la rencontre d'Ahmed Ouyahia avec les journalistes. Sujets discutés et abordés dans la déclaration finale du conseil national du RND, réuni ce week-end à Alger. Somme toute, cette conférence de presse, tout comme le 4<sup>e</sup> CN n'auront été qu'une formalité.**

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - La conférence de presse animée hier, à l'hôtel Eriach à Sidi-Fredj, par le secrétaire général du Rassemblement national démocratique RND, à la clôture du conseil national de son parti, n'a rien apporté de nouveau sur la scène politique. Ahmed Ouyahia, alternant la casquette de secrétaire général du RND et celle de chef de gouvernement, revêtant parfois les deux, a tenté avec cet "humour" qu'il distille à chacune de ses sorties médiatiques de donner l'impression que tout va bien dans la "tribu RND", bien que le chef de l'Etat vient d'être consacré président du FLN. "Président d'honneur !", jugera utile de rectifier à chaque fois Ahmed Ouyahia, qui s'étonne que la presse parle "d'impact" du 8<sup>e</sup> congrès sur l'avenir de l'alliance présidentielle et sur celui de son parti". Le moudja-

hid Abdelaziz Bouteflika n'a jamais omis de dire qu'il est le fils du FLN. Dans sa lettre au 8<sup>e</sup> congrès, le chef de l'Etat a bien dit qu'il était le président de tous les Algériens..., rappelle Ahmed Ouyahia qui souligne que les "trois partis de l'alliance" ont fait campagne pour le "candidat indépendant" et que la coalition existe toujours au sein du gouvernement. Une précision qu'il a voulue à l'endroit des journalistes qui se sont demandé si le retour en force du FLN n'allait pas coûter "la vie" au RND et à l'alliance présidentielle et par là un remaniement ministériel. Ce dernier point fera l'objet d'une autre question que le secrétaire général du RND éludera par cette réponse qui ne fera sourire que lui : "Même si je pose la question à mon ami le chef du gouvernement, il ne pourra pas vous répondre (...) Seul celui qui nomme le chef de l'exécutif

le sait..." Quelque peu exaspéré par la question d'un journaliste : le retour du FLN, signifie-t-il la fin du RND ? Ahmed Ouyahia évoque les neuf ans du RND, riches en activités selon lui. "Depuis que ce parti existe, il a des ministres, des députés, des sénateurs, des élus, ce n'est pas pour amuser la galerie que nous faisons de la politique, ceux qui la font peuvent être des gladiateurs, jamais des troubadours." Une précision inutile, puisque la question reviendra encore et encore, tout comme celle relative à l'amnistie générale que le conseil national du RND se dit "prêt à soutenir, ainsi que toutes les initiatives du président de la République en ce qui concerne la réconciliation nationale". Invité à évoquer le contenu de l'amnistie générale, le SG du RND affirme que son parti soutient un concept et une démarche.

"Les contours sont tracés par l'auteur de l'initiative, on ne peut, donc, pas parler d'une chose qui n'est pas encore sur la table". "L'éventualité" de l'existence de ce projet a souvent été évoquée lors de ce conseil. Un terme qui amène un journaliste à se demander si

"cela veut dire que le projet n'est pas encore ficelé et que ce qui a été dit à ce jour à ce propos ne serait qu'un ballon de sonde". Une question qu'esquive le chef du gouvernement en arguant qu'il avait suffisamment tartiné sur le sujet. Néanmoins, il juge utile d'ajouter que, de toute façon, même si aucune campagne n'est menée pour expliquer le contenu du projet aux Algériens "le peuple qui a voté pour le président à 85% votera et à 70% pour l'amnistie".

Une façon de dire que le chef de l'Etat n'a besoin du soutien d'aucun parti pour faire passer son projet. Reste à savoir à qui le SG du RND, qui se dit "fier avec la tribu RND d'être allé aux présidentielles derrière un projet politique", destine ce message. Ou encore celui, relevé dans son discours d'ouverture et dans la déclaration finale du conseil national, et dans lesquels il est dit que le RND puise ses références et son programme politique de la déclaration de Novembre. Une date qui, selon le RND, appartient à tous les Algériens sans exclusive.

S. A.

### ● Ouyahia et l'affaire de la CNAN

Invité à donner un commentaire suite à l'incarcération de cinq cadres de la CNAN dont le président-directeur général, Ahmed Ouyahia qui reconnaît que les conditions climatiques qui ont provoqué le naufrage du *Béchar* et l'échouage du *Batna*, étaient extrêmes, a déclaré ne pas avoir de commentaire sur une affaire qui est entre les mains de la justice. Il rappelle néanmoins être arrivé sur les lieux à 18 heures le jour du sinistre. "J'ai vu sombrer le navire... c'est à moi qui est demandé une enquête administrative conformément au code maritime international et une enquête judiciaire parce qu'il y a eu mort d'hommes."

### ● Le dialogue avec les arouch

Concernant le dialogue que le gouvernement vient d'initier avec les arouch et la signification des termes de la déclaration finale relatifs à cette question, Ahmed Ouyahia esquivera la question en invitant les journalistes à en "déchiffrer" le sens. Il est

dit que le conseil national salue l'accord signé entre le gouvernement et le mouvement citoyen des arouch pour l'application de la plate-forme d'El-Kseur dans le cadre de la Constitution et des lois de la République. Phrase on ne peut plus claire, selon Ahmed Ouyahia.

### ● A 150% pour le maintien du monopole sur les médias lourds

Le secrétaire général du RND pour qui la liberté de la presse est une réalité en Algérie a affirmé hier et sans sourcilier que dans notre pays aucun journaliste n'est ou a été poursuivi en justice pour ses écrits ou ses opinions politiques. "Ceux qui le sont, le sont soit pour diffamation, atteinte aux personnes, ou pour d'autres délits." Le chef du gouvernement, secrétaire général d'un parti démocratique, a déclaré être à 150% pour maintenir les médias lourds sous le monopole de l'Etat.

S. A.

## REPRESSION ET ATTEINTES AUX LIBERTES

# Le FFS dénonce

**Le secrétariat national du Front des forces socialistes (FFS), réuni hier en session extraordinaire, s'est fendu d'une déclaration particulièrement virulente à l'encontre du pouvoir en place. L'instance exécutive du parti, qui a relevé la multitude d'atteintes aux libertés, met en garde "les autorités contre la poursuite de la politique répressive contre les animateurs de la dissidence nationale et les militants des droits de l'homme".**

Sofiane Aït-Ifils Alger - (Le Soir) - A travers sa déclaration, le secrétariat national du Front des forces socialistes s'illustre encore en contradictoire en puissance du discours officiel ambiant. Un discours qu'il juge démagogique. "Une liste infinie d'atteintes aux libertés d'expression, d'organisation et d'association qui dément les discours démagogiques des officiels qui prétendent incarner la réconciliation nationale, et qui se vantent d'avoir réalisé la stabilité. De quelle stabilité parlent-ils ? se demande la majorité des citoyens", note le secrétariat national du parti, poursuivant "une stabilité qui se traduit par une offensive rancunière visant à dominer les institutions et à domestiquer les organisations politiques et sociales à l'effet d'instaurer la terreur et le bradage de toutes les ressources du pays.

L'Etat, censé être au service des citoyens, particulièrement les démunis, se réduit à un assemblage d'institutions de répression et de corruption pendant que la population se trouve livrée à elle-même". Pour l'instance exécutive du FFS, les conditions dans lesquelles les citoyens ont vécu la dernière tempête de neige se veulent une preuve irréfutable du délabrement de l'Etat. Critique à l'endroit du pouvoir en place, l'instance dirigée par Ali Laskri considère, par ailleurs, illégal le maintien de l'état d'urgence. "Par les arrestations, les emprisonnements et la persécution policière, le pouvoir s'acharne à s'opposer à toute contestation pacifique et démocratique. Ni les universitaires, ni les syndicalistes, ni les élus locaux et ni les militants des droits de l'homme ne sont épargnés par cette déferlante répressive. Les libertés individuelles et collectives sont quotidiennement bafouées et le pays donne l'image d'un vaste commissariat où est surveillé le moindre indice de vie politique, sociale et économique autonome. L'état d'urgence maintenu illégalement constitue ainsi le prétexte pour empêcher tout exercice des libertés démocratiques dans la société". En même temps que la déclaration de son secrétariat national, le Front des forces socialistes a rendu public le message de Hocine Aït Ahmed au président de l'Association de la jeunesse magh-

rebine. Dans sa missive, le président du FFS a exprimé une certaine aversion au projet d'amnistie générale. "Aujourd'hui, on veut effacer jusqu'à l'existence de la décennie sanglante, ses 200 000 morts, ses 20 000 disparus, ses 2 millions de personnes déplacées. Et du coup, sont occultées les trois décennies de corruption, d'arbitraire et de non-droit qui sont les causes de cette deuxième guerre sans nom et sans normes. La répression continue de sévir contre les militants des droits de l'homme, les étudiants, les syndicalistes qui relaient la colère qui gronde dans le pays. Cette révolte est attisée par des décisions gouvernementales insensées". Hocine Aït Ahmed cite particulièrement la brutale augmentation du prix du gaz butane en plein hiver rigoureux. Parlant du Maghreb, le président du FFS déplore l'attitude de l'Europe face aux atteintes aux libertés dans la région. Aussi plaide-t-il pour un partenariat "crédible entre l'Europe et le Grand Maghreb. Un partenariat qui ne fasse pas l'impasse sur les grands débats de l'heure : la bonne gouvernance et la création d'ensembles continentaux et régionaux". Le Front des forces socialistes marque, en outre, cette offensive médiatique par la publication-diffusion d'un rapport sur la récente révolte estudiantine.

S. A. I.

## LES COLONNES DU SAMEDI

Par Nacer Belhadjoudja  
Nacer@hotmail.com

# Changement de cap

**Le rapport trouble avec l'autoflagellation.** Depuis quelque temps, se cultive chez certains une propension à l'autoflagellation. Sinon comment expliquer que la Centrale syndicale s'aligne sur la politique de privatisation, tournant ainsi le dos aux milliers de travailleurs et surtout à sa fonction première celle de protectrice des intérêts et de l'outil de travail de ces derniers.

Mais bon, on peut toujours se consoler en disant que l'UGTA n'a pas le monopole de cette nouvelle tendance qui rappelle étrangement ce rite chite qui consiste à se donner des coups de fouet. Une tendance qu'on retrouve également chez des alliés. Alors fermons vite cette parenthèse, afin d'éviter de tomber dans le jeu de ces nouveaux objecteurs de conscience qui se recrutent maintenant un peu partout.

### Maintenant qu'il neige même sur

Alger, pourquoi on ne demanderait pas l'adhésion de l'Algérie à l'Union européenne ? C'est la dernière blague qui se raconte chez nous et qui vient démontrer, encore une fois, notre capacité à tourner en dérision nos malheurs. Certains pourront toujours dire que si elle ne les résout pas, par contre, elle peut les atténuer. Durant cette quinzaine de jours, personnellement j'ai eu parfois à me poser la question de savoir si nous subissons une simple vague de froid et de neige ou carrément un tsunami.

En l'an 2005, les autorités ont suggéré aux conservateurs des forêts d'alimenter la population en bois pour qu'elle puisse se réchauffer. Un aveu d'impuissance qui aurait été plus facile de décréter plus tôt pour ne pas laisser NAFTAL et SONELGAZ se gargariser de communiqués rassurants sur la disponibilité du gaz butane et de l'électricité.

Moralité, qu'on nous donne une fois pour toutes la recette permettant de survivre à la morosité ambiante et qu'on nous explique comment faire pour ne plus en rajouter une couche.

### Le président de tous les

Algériens et du... FLN aussi. Le plus vieux parti a sorti son joker à une coalition présidentielle qui a tout misé sur son effritement en attendant sa disparition.

Finie la légitimité historique, a-t-elle pensé naïvement. Elle se réveille avec la gueule de bois et surtout avec la certitude qu'en politique, les paroles n'engagent que ceux qui y croient. Mais, après tout, ce huitième congrès bis du FLN a au moins le mérite de dévoiler que le troisième mandat de Bouteflika est en germe.

En piste même. Mais bon, on pourra toujours attendre la prochaine révision constitutionnelle pour connaître les véritables intentions du président.

**Week-end politique particulier.** Il faut croire que lorsque le FLN éternue, c'est toute la classe politique qui s'enrhume. Durant ce week-end, pas encore universel, l'activité politique s'est emballée, dégageant une impression de veille d'armes. Comme si une grande décision allait tomber.

Mais comme depuis longtemps, on s'est habitué à ces accès de fièvre très limités dans le temps, il est à penser que la température retombera à la normale une fois que les échos de la salle omnisports du complexe Boudiaf ne résonneront plus.

N. B.